



Rapport d'exécution du programme de travail de l'année fiscale 2016 (Mai 2015-Avril 2016)

Situation au premier semestre et aménagements pour le reste de l'année



Décembre 2015

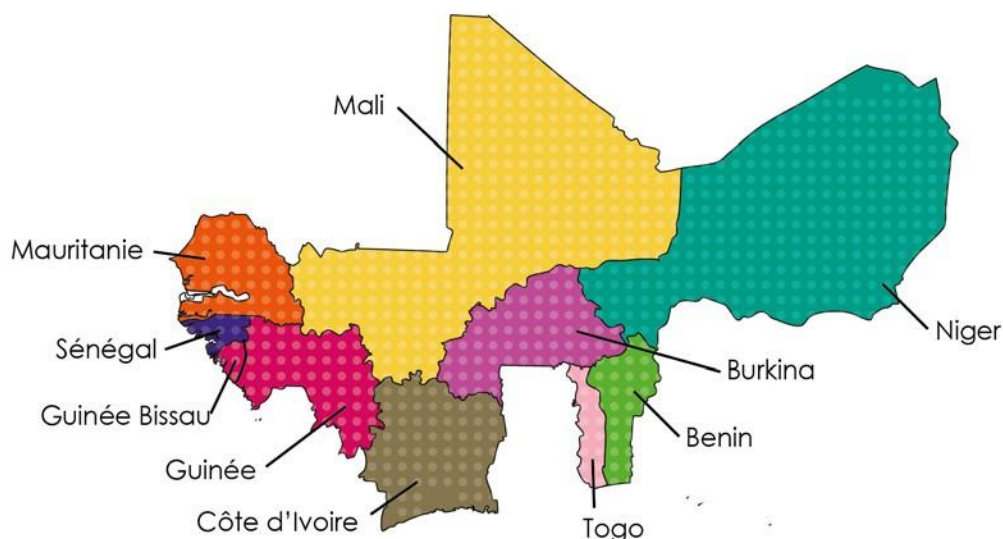


TABLE DES MATIERES

I. Introduction	3
II. Assistance Technique Fournie aux Pays	4
A. Bénin	5
B. Burkina Faso	7
C. Côte d'Ivoire	8
D. Guinée	10
E. Guinée-Bissau.....	11
F. Mali.....	11
G. Mauritanie	12
H. Niger.....	14
I. Sénégal.....	14
J. Togo.....	15
III. Activités régionales et communautaires	16
A. Assistance technique à l'endroit des institutions régionales.....	16
B. Séminaires Régionaux et Actions de Formation	18
IV. Exécution du programme d'Activités par Domaine	22
A. Administration Douanière.....	23
B. Administration Fiscale	24
C. Gestion des Dépenses Publiques	24
D. Statistiques de Finances Publiques	24
E. Statistiques du Secteur Réel	25
F. Gestion de la Dette Publique et Développement des Marchés Financiers	25
G. Supervision et Restructuration Bancaire.....	26
H. Analyse et Prévision Macroéconomiques	27

Figures

Graphique 1. Volume de l'assistance fournie par rapport au programme par pays (Au 31 octobre 2015, en semaines/personne).....	5
Graphique 2. Volume de l'assistance technique prévue et fournie par domaine (Au 31 octobre 2015, en semaines-personnes).....	22
Graphique 3. Répartition de l'assistance dispensée par domaine.....	23

Tableau

Tableau 1. Exécution du programme de travail de l'AF 2016, par domaine (Situation au 31 octobre 2015).....	4
--	---

I. INTRODUCTION

1. Ce rapport présente l'exécution du programme de travail de l'AFRITAC de l'Ouest au cours de la première moitié de l'année fiscale 2016, couvrant la période du 1^{er} mai au 31 octobre 2015. Sa préparation fait suite à la décision prise lors de la 25^{ème} réunion du Comité d'orientation (CO) de l'AFRITAC de l'Ouest d'organiser une seule réunion annuelle, plutôt que deux, comme cela était le cas depuis l'ouverture du Centre.
2. Le programme de travail approuvé à la 25^{ème} session du CO qui s'est tenue le 30 avril 2015 à Abidjan se caractérisait par une hausse substantielle d'activités comparé à l'année précédente. Cette hausse devait couvrir : (i) les activités relatives au nouveau domaine d'intervention du Centre, portant sur l'analyse et la prévision macroéconomiques ; (ii) un recours plus important aux services d'experts de court terme ; (iii) une forte augmentation de séminaires et ateliers et ; (iv) le démarrage d'un programme d'apprentissage par les Pairs pour le renforcement des échanges d'expérience.
3. A fin octobre 2015, les activités du Centre ont été menées conformément au programme approuvé par le CO. Bien qu'en hausse par rapport à la période correspondante de l'année passée, le taux d'exécution (44%), a été négativement affecté par les suspensions temporaires de missions dues à la maladie à Virus Ebola (Guinée), aux conditions de sécurité autour des périodes d'organisation des élections, et au report de certaines activités suite à la demande des autorités. Selon les domaines, le taux d'exécution a varié entre 51% et 23 %. Le programme d'apprentissage par les Pairs a démarré en juin 2015.
4. La Coordination des activités du Centre avec les autres partenaires techniques et financiers s'est poursuivie. En particulier, la nouvelle Directrice/Coordonnatrice du Centre qui a pris fonction en août 2015 a démarré ses visites dans les pays membres au Bénin et en Côte d'Ivoire où elle a rencontré la plupart des représentations diplomatiques des donateurs du Centre, la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), et le groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD).
5. Pour la seconde moitié de l'année fiscale (AF), courant la période de novembre 2015 à avril 2016, les activités du Centre couvriront les missions d'Assistance Technique (AT) qui ont connu du retard au premier semestre, et celles qui étaient initialement prévues au programme. Cependant, dans le domaine de la comptabilité publique, certaines activités ont été repoussées à la prochaine année fiscale à cause du retard d'environ six mois accusé dans le recrutement du nouveau Conseiller résident en Comptabilité publique. Les détails de l'exécution du programme de travail sont fournis dans le document annexe du présent rapport.

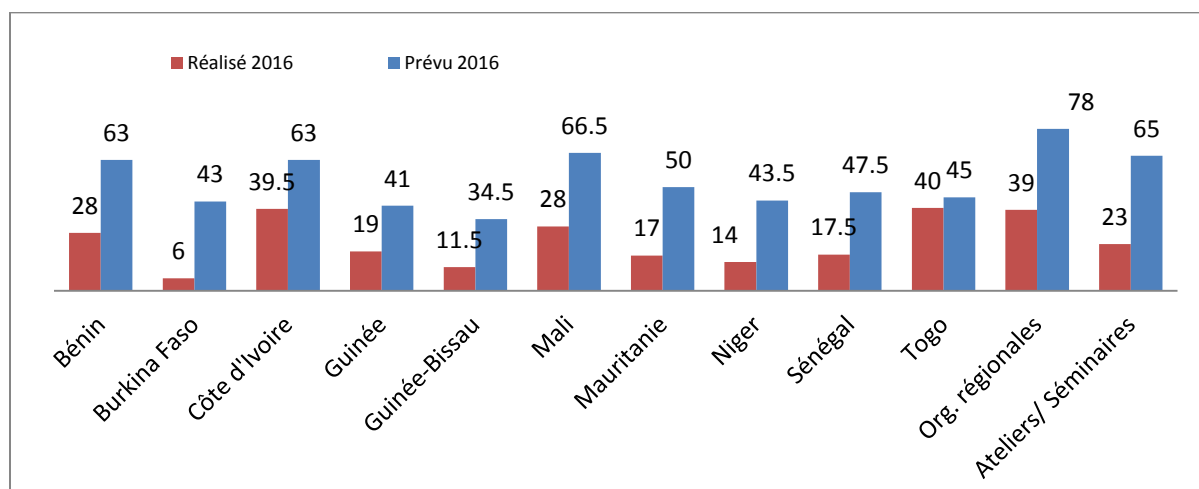
Tableau 1. Exécution du programme de travail de l'AF 2016, par domaine
(Situation au 31 octobre 2015)
En semaines-personnes

Domaines d'intervention	Ressources programmées			Ressources utilisées		Taux d'exécution	
	AF 2016	AF 2015	Var %	AF 2016	AF 2015	AF 2016	AF 2015
Administration douanière	72	80	-10%	32	33	44%	54%
Administration fiscale	75,5	79	-4%	38	33	50%	49%
Gestion des dépenses-budget	76,5	81	-6%	37,5	41	49%	60%
Gestion des dépenses-Trésor	69	75	-8%	16	34	23%	52%
Statistiques de finances publiques	63	49	29%	32	16	51%	26%
Statistiques du secteur réel	76	70	9%	33	25	43%	38%
Gestion de la dette publique	71	42	69%	33,5	8	47%	12%
Supervision bancaire	72	73	-1%	32	29	44%	48%
Analyse et prévision macroéconomiques	71	15	373%	30			
TOTAL	646	564	15%	284	219	44%	42%

II. ASSISTANCE TECHNIQUE FOURNIE AUX PAYS

6. Le Centre a pu dérouler son programme de travail dans tous ses pays membres, avec des variations dictées par l'environnement sanitaire, social, et sécuritaire, et les suspensions de mission qui s'en sont suivies. En réponse, le Centre a eu à organiser des missions à format réduit à son siège, pour les ressortissants du Mali. Au cours de ce semestre, les pays ayant bénéficié de plus d'AT sont le Togo, la Côte d'Ivoire, le Mali et le Bénin (Graphique 1). Les organisations régionales font également partie des plus grands bénéficiaires de l'AT dispensée sur la période.

Graphique 1. Volume de l'assistance fournie par rapport au programme
(Au 31 octobre 2015, en semaines/personne)



A. Bénin

7. **Administration douanière.** Deux missions d'AT sur la mise en œuvre du système d'analyse du risque et la mise en place de l'informatisation des contentieux ont permis de procéder à l'évaluation technique et au suivi opérationnel du système définitif. Elles ont également permis l'installation de l'application des affaires contentieuses, ainsi que la révision de la structure de la matrice des infractions douanières. Par conséquent, ces actions ont permis de renforcer les capacités du Bénin à lutter contre la fraude et à mieux gérer les risques.

8. **Administration fiscale.** La mission réalisée en juillet 2015 a contribué à la modernisation de la gestion à la Direction des moyennes entreprises (DME). A cet effet, une note de service proposée par la mission AFRITAC a été signée par le Directeur Général des Impôts. La mission a également permis d'assainir le fichier des moyennes entreprises, grâce au transfert de 4343 petites entreprises vers les Centres des impôts ; d'augmenter les entreprises de taille moyenne de 1880 à 2355; d'élaborer un manuel des procédures fiscales pour la DME et ; de généraliser le paiement des obligations fiscales par virement bancaire pour les moyennes et grandes entreprises.

9. **Gestion des dépenses publiques.** Au cours de la période sous revue, il était prévu une mission d'AT (aspect budget) dont l'objectif était la rationalisation de la chaîne de la dépense. Cette mission a eu lieu, et a abouti à la préparation d'un plan d'actions dont la mise en œuvre permettra aux autorités de rationaliser les procédures d'exécution des dépenses et de les adapter aux nouvelles réformes. Pour le reste de l'année fiscale, le programme a été réaménagé pour inclure une nouvelle mission à la demande des autorités, portant sur la revue de la qualité et la dissémination du guide d'exécution des dépenses en mode programme. Elle remplacera celle initialement programmée au quatrième trimestre, et qui devait couvrir la délocalisation du Contrôle Financier et la déconcentration de l'ordonnancement. Par ailleurs,

pour tenir compte du retard accusé dans le recrutement du deuxième Conseiller résident en matière de gestion des dépenses publiques (aspect Trésor), l'activité relative au plan comptable de l'Etat no.3, initialement prévue pour le quatrième trimestre sera reprogrammée pour l'année fiscale 2016-17.

10. **Statistiques de finances publiques.** Pas d'activité programmée au premier semestre.

11. **Statistiques du secteur réel.** L'unique activité qui était prévue a été renvoyée au second semestre.

12. **Gestion de la dette publique.** Les activités menées dans le cadre du programme pluriannuel d'appui au renforcement du cadre organisationnel pour la gestion de la dette publique ont permis de clarifier les responsabilités de la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA) et du Trésor en matière de gestion de la dette publique. Elles ont également abouti à la préparation d'un projet de réorganisation des services de gestion de la dette publique qui vient d'être approuvé et opérationnalisé par les autorités.



La table de séance à l'ouverture du séminaire régional dans le domaine de la gestion de la dette publique sur la démarche d'élaboration de la courbe de taux d'intérêt en septembre 2015 à Cotonou

13. **Analyse et prévision macroéconomiques.** Au terme de la mission conduite par le Centre, les résultats suivants étaient réalisés : (i) les cadres de la Direction Générale des Affaires Economiques, de l'Institut National de Statistiques et d'Analyse Economique

(INSAE), et de l'agence nationale de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) étaient formés aux principes généraux d'élaboration des indicateurs avancés de conjoncture ; (ii) une évaluation des forces et faiblesses des indicateurs disponibles a été élaborée ; (iii) une liste de nouveaux indicateurs à calculer ainsi que leur méthodologie a été proposée ; (iv) un plan d'actions pluriannuel, intégrant l'assistance technique requise, pour l'amélioration du dispositif de la conjoncture a été élaboré.

B. Burkina Faso

14. **Administration douanière.** La mission prévue au premier semestre n'a pas eu lieu à cause de la situation sécuritaire dans le pays.

15. **Administration fiscale.** Au cours de la période sous revue, le programme de travail prévoyait une mission diagnostic dans le domaine de l'administration fiscale, en collaboration avec le Département de finances publiques du FMI (FAD). Cette mission a été reportée à la prochaine année fiscale à la demande des autorités en raison des échéances électorales.

16. **Gestion des dépenses publiques.** Les deux missions prévues au premier semestre n'ont pas eu lieu à cause de la situation sécuritaire dans le pays. Néanmoins, le travail prévu, qui portait sur la structuration en Autorisation d'Engagements et Crédits de Paiement des projets d'investissement pour un dernier groupe de ministères a été fait par les experts nationaux. A la demande des autorités, la mission est maintenue et reprogrammée pour le second semestre. Elle sera consacrée à une revue-qualité du travail effectué par les experts nationaux. La seconde mission, qui devait aboutir à la préparation d'un plan d'actions en matière de Comptabilité en droits constatés et patrimoniale a aussi été reprogrammée pour le second semestre.

17. **Statistiques de finances publiques.** La mission portant sur la mise en œuvre du cadre d'analyse minimum et sur l'élargissement du champ d'application du Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) a permis de finaliser le tableau de passage pour la production du TOFE UEMOA 2009 à partir de la Balance Générale des Comptes du Trésor (BGCT); d'identifier les données disponibles pour la production du cadre d'analyse minimum et l'élargissement du champ d'application du TOFE à tous les sous-secteurs de l'administration publique ; de revoir les incohérences de la PNT /PNG¹ ; de préparer sur une base expérimentale un TOFE UEMOA 2009 ainsi que la situation des flux de trésorerie ; et de mettre à jour le calendrier de production du cadre d'analyse minimum et de l'élargissement du champ d'application du TOFE.

18. **Statistiques du secteur réel.** Aucune activité en raison du climat sociopolitique. Les deux missions qui étaient programmées au premier semestre ont été annulées.

19. **Gestion de la dette.** Pas d'activité prévue au premier semestre.

¹ PNT : Position Nette du Trésor ; PNG : Position Nette du Gouvernement.

20. **Analyse et prévisions macroéconomiques.** Pas d'activité prévue au premier semestre.

C. Côte d'Ivoire

21. **Administration douanière.** Le Conseiller résident du Centre a effectué une mission portant sur l'amélioration des fonctions de contrôle et de suivi des marchandises importées sous le régime d'exonération. Cette mission a permis d'élaborer une ébauche de cadre de suivi pour ce régime, et de fournir des conseils sur le programme de vérification à posteriori du régime.

22. **Administration fiscale.** Pas d'activité programmée au premier semestre.

23. **Gestion des dépenses publiques.** Le programme de travail avait envisagé trois missions au cours du premier semestre et une seule a eu lieu. Elle portait sur la définition des macro-processus d'exécution de la dépense dans la phase comptable. Grâce à l'AT fournie dans ce cadre, les macro-processus budgétaires sont quasi-stabilisés et la définition des spécifications fonctionnelles est avancée. De plus, la méthodologie de rédaction des macro-processus comptables est désormais appréhendée par tous les acteurs concernés. La mission qui devait porter sur la revue des programmes des 7 ministères entrant dans le processus Document de Programmation Pluriannuel des Dépenses (DPPD) a été décommandée par les autorités, elle sera remplacée par la participation du Conseiller résident au séminaire national sur la comptabilité-matières. La mission relative à la définition des spécifications techniques informatiques pour le module comptable a été reprogrammée pour le second semestre. Par ailleurs, la mission relative à la définition des spécifications techniques informatiques pour le module comptable a été repoussée au second semestre. L'AT fournie dans le cadre des programmes pluriannuels a contribué à l'amélioration de la qualité comptable, notamment en ce qui concerne l'apurement par voie de régularisation comptable des soldes non justifiés, et au niveau de l'expérimentation de l'approche par les risques. Elle a aussi abouti à la préparation d'un projet d'instruction comptable unique.

24. **Statistiques de finances publiques.** Deux missions d'AT pour le renforcement des capacités sur le cadre d'analyse minimum, le Manuel des Statistiques des Finances Publiques (MSFP) 2001 et l'élargissement du champ d'application du TOFE ont permis de former les équipes concernées sur le MSFP 2001 /2014 ; de mettre à jour le calendrier de production du cadre d'analyse minimum et de l'élargissement du champ d'application du TOFE, d'évaluer et d'analyser les données des Etablissements Publics Nationaux (EPN) pour l'élargissement du champ de couverture du TOFE à l'administration centrale ; et de préparer le TOFE UEMOA 2009 sur la base de la BGCT.

25. **Statistiques du secteur réel.** Les deux missions prévues ont été réalisées. La première a permis d'établir un diagnostic des comptes nationaux en s'appuyant sur le cadre d'évaluation de la qualité des données du FMI. La seconde a contribué à finaliser le projet des Comptes nationaux trimestriels (CNT) de 1996 au premier trimestre 2015. Elle marquait la dernière mission du projet pluriannuel 2011-2015 sur les CNT.

26. ***Gestion de la dette.*** Une mission d'AT a fourni un appui à la modernisation du cadre de gestion de la dette publique. Suite à la demande des autorités, ce thème a remplacé celui initialement prévu au programme, qui était relatif à la formation sur l'identification des sources de vulnérabilité du portefeuille de dette. Les activités menées ont abouti à la préparation : (i) d'un projet de loi pour encadrer la gestion de la dette publique en Côte d'Ivoire ; (ii) d'un projet de décret pour réglementer les procédures d'octroi de la garantie de l'Etat et de rétrocession de la dette publique ; (iii) et à une proposition de modification de la mission et du fonctionnement du Comité national de la dette publique.

27. ***Analyse et prévision macroéconomiques.*** Le Conseiller résident du Centre a procédé à une évaluation des besoins d'AT, et l'expert a formulé des recommandations pour l'amélioration des instruments et méthodologies en matière d'analyse et prévision macroéconomiques, et s'est accordé avec les services concernés sur un chronogramme pour la mise en œuvre de ces recommandations. Une seconde mission relative à l'amélioration du dispositif de prévision de recettes budgétaires a été reprogrammée pour le second semestre.



SÉMINAIRE RÉGIONAL EN ANALYSE ET PRÉVISION MACROÉCONOMIQUES
Abidjan, 25-26 Juin 2015

D. Guinée

28. **Administration douanière.** Pas d'activités prévues au premier semestre.

29. **Administration fiscale.** Le programme pluriannuel pour le renforcement de la gestion des arriérés fiscaux lancé en 2013 avait été suspendu en raison de la crise sanitaire liée à la maladie à virus Ebola de 2014-15. La première mission réalisée après la levée de la suspension de missions, en septembre 2015 a offert un nouveau point de départ pour la reprise des activités d'AT. Elle a permis l'élaboration d'un nouveau programme pluriannuel pour le renforcement des opérations fiscales de la Direction Nationale des Impôts (DNI) pour les deux prochaines années, avec comme cibles les mesures prioritaires suivantes : (i) la réorganisation des services de la DNI, et avec plus spécialement la mise en place des structures de pilotage et de suivi de l'activité ; (ii) le renforcement du service des moyennes entreprises (SME) ; (iii) le renforcement des opérations fiscales au Service des grandes entreprises (SGE) et; (iv) l'appui au recouvrement forcé des arriérés d'impôts.

30. **Gestion des dépenses publiques.** La réalisation de l'AT relative à la formation à l'utilisation de l'outil de budgétisation de la masse salariale a permis à tous les acteurs concernés de s'en approprier progressivement. La seconde mission qui devait porter sur la revue et la budgétisation en Autorisation d'Engagements (AE) et Crédits de Paiement (CP) est repoussée au second semestre.

31. **Statistiques de finances publiques.** La mission prévue pour soutenir le renforcement des capacités sur le *MSFP 2001 /2014* a eu lieu. Elle a abouti à la formation des équipes concernées sur le *MSFP 2001 / 2014* ; de faire une évaluation de l'état des Statistiques de Finances Publiques en Guinée et de revoir la méthodologie de production du TOFE actuel ainsi que les données disponibles. Le travail de la mission a également abouti à l'évaluation des données disponibles pour les autres sous-secteurs de l'administration publique et pour les entreprises publiques ; et d'entamer un projet de production du TOFE UEMOA 2009 à partir de sources détaillées du TOFE actuel.

32. **Statistiques du secteur réel.** La mission qui était programmée sur la préparation des comptes nationaux 2012 a été repoussée au second semestre en raison des contraintes de calendrier.

33. **Gestion de la dette.** Pas d'activité prévue au premier semestre.

34. **Supervision bancaire.** L'une des deux missions prévues au premier semestre a eu lieu. Elle a abouti à : (i) l'élaboration et à la présentation de projets d'instruction, portant notamment sur le gouvernement d'entreprise au sein d'établissements de crédit; (ii) la rédaction d'un guide méthodologique pour l'instruction des demandes d'agrément des établissements de crédit; (iii) la formulation de recommandations pour le renforcement du contrôle sur pièces et sur place et; (iv) l'automatisation et le traitement des données bancaires. La seconde mission a été reportée au second semestre.

35. **Analyse et prévision macroéconomiques.** Une mission diagnostic du modèle MSEGUI a été réalisée. Elle a permis de faire des recommandations pour l'amélioration des instruments et méthodologies en matière d'analyse et prévision macroéconomiques, et de

préparer un chronogramme pour la mise en œuvre de ces recommandations. La deuxième mission qui était programmée pour le premier semestre a été reportée à la deuxième moitié de l'année.

E. Guinée Bissau

36. **Administration douanière et fiscale.** Pas d'activités prévues au premier semestre.

37. **Gestion des dépenses publiques.** Il n'y a pas eu d'activités au premier semestre. Ainsi, pour le reste de l'année budgétaire, les activités porteront sur l'amélioration de la comptabilité de l'Etat, initialement prévue pour le premier trimestre, et sur la chaîne de la dépense, activité qui était en réserve.

38. **Statistiques de finances publiques.** La mission d'AT a abouti à une mise au point sur l'état des Statistiques de Finances Publiques (SFP), et à la revue de la méthodologie de production du TOFE actuel ; à l'évaluation des données disponibles dans les autres sous-secteurs de l'administration publique et pour les entreprises publiques. Une version préliminaire d'un projet de production du TOFE UEMOA 2009 à partir de sources détaillées du TOFE actuel a aussi été entamée.

39. **Statistiques du secteur réel.** L'une des deux missions prévues a été réalisée. Elle a permis de poursuivre le travail préparatoire à la migration vers le Système de Comptabilité Nationale des Nations Unies (SCN2008), et l'élaboration d'une nouvelle année de base pour les comptes nationaux.

40. **Gestion de la dette.** Le Centre a fait l'état des lieux des activités de gestion de la dette publique. La mission a permis d'identifier les faiblesses des pratiques de gestion de la dette publique en Guinée Bissau et a proposé un plan d'actions accompagné d'un chronogramme en vue de moderniser les pratiques.

41. **Analyse et prévision macroéconomiques.** Le Conseiller résident du Centre a effectué une mission exploratoire pour l'élaboration d'un programme pluriannuel d'assistance technique pour appuyer un projet de modélisation macroéconomique. Le travail de la mission a permis de former une équipe du Ministère de l'Economie et des Finances sur les techniques de cadrage macroéconomique ; d'élaborer un plan d'actions sur deux ans pour le renforcement des capacités ; et de préparer les termes de références pour le recrutement d'un Consultant pour l'élaboration du modèle macroéconomique.

F. Mali

42. **Administration douanière.** L'une des deux missions prévues pour le premier semestre a été effectuée. Elle a permis d'évaluer l'application du contentieux informatisé, et de valider le manuel de procédures. La seconde mission qui devait porter sur le projet pluriannuel sur la gestion automatisée du risque a été reportée à cause de l'indisponibilité de l'expert.

43. **Administration fiscale.** La mise en œuvre des recommandations de l'AT portant sur le programme pluriannuel de renforcement des moyennes entreprises a eu pour résultats (1)

l'élargissement du fichier des moyennes entreprises, avec un taux d'accroissement du fichier de 29,19% entre 2013 et 2014 ;(2) l'intensification des contrôles sur pièces qui a connu un taux de réalisation de 72% au 30 décembre 2014, l'adoption de la note d'instruction portant sur la réorganisation du service de gestion par tâches essentielles ; (3) l'augmentation de la contribution des moyennes entreprises dans les recettes fiscales de la DGI de 21%.

44. **Gestion des dépenses publiques.** L'une des deux missions programmées pour le premier semestre a eu lieu. Elle portait sur la formation à l'utilisation de la méthodologie et de l'outil de budgétisation de la masse salariale, et elle a permis aux services concernés de procéder à une analyse approfondie de l'organisation de la gestion de la masse salariale. La seconde mission, sur le plan comptable de l'Etat no2 a été reportée au second semestre. Deux autres activités qui étaient programmées pour le plan comptable de l'Etat n°3 et la refonte du manuel de procédures du Trésor ont été reportées à l'année prochaine.

45. **Statistiques de finances publiques.** La mission qui était programmée a été repoussée au second semestre à la demande des autorités.

46. **Statistiques du secteur réel.** Une mission a été réalisée. Elle portait sur la diffusion des CNA définitifs et la mise en place d'un dispositif des CNA provisoires. La seconde mission qui était prévue a été annulée à cause de la situation sécuritaire.

47. **Gestion de la dette.** L'expert du Centre a effectué une mission d'AT qui a permis de former une trentaine de participants sur les étapes à suivre pour développer les orientations qualitatives de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme. La seconde mission qui était programmée a été reportée au second semestre en raison de l'indisponibilité des autorités.

48. **Analyse et prévision macroéconomiques.** Les activités d'AT ont porté sur le diagnostic approfondi du Modèle MME_DNPD ainsi que sur le fonctionnement du Comité de prévision et de modélisation. Elles ont permis aux experts du Centre de proposer une liste de recommandations en vue de la redynamisation de ce Comité. De plus, un plan d'actions couvrant la période 2015-18 intégrant les activités à réaliser par la Direction Nationale de la Planification du Développement (DNPD) et le Comité a été élaboré.

G. Mauritanie

49. **Administration douanière.** La mission prévue au programme a eu lieu. Elle portait sur la mise en place du Bureau national de la valeur, dans le cadre d'un projet pluriannuel. Elle a permis d'effectuer une évaluation de la base de données valeurs et l'élaboration d'un projet de segmentation du traitement des déclarations en trois étapes progressives.

50. **Administration fiscale.** Des progrès importants ont été enregistrés grâce à la mise en œuvre du programme pluriannuel de renforcement de la Direction des moyennes entreprises. Ils portent notamment sur l'accroissement du nombre des moyennes entreprises couvertes, qui est passé de 342 à 1170 entreprises. De plus, des indicateurs de rendement permettant de mieux suivre l'activité des services ont été mis en place, et un logiciel permettant de renforcer les opérations fiscales a été déployé en janvier 2015.



Séminaire de formation sur le contrôle fiscal des opérations internationales des banques et compagnies d'assurance en juin 2015 à Nouakchott

51. ***Gestion des dépenses publiques.*** La mission initialement prévue pour la réactivation de l'outil de budgétisation de la masse salariale n'a pas pu avoir lieu car le Centre n'avait pas pu identifier un expert pour exécuter cette activité. Elle est reportée au second semestre.
52. ***Statistiques de finances publiques.*** Il n'y avait pas de mission prévue au premier semestre.
53. ***Statistiques du secteur réel.*** La mission prévue a eu lieu, et elle a permis de finaliser les CNA 2012.
54. ***Gestion de la dette.*** La mission qui devait avoir lieu au premier semestre sur la formation à l'utilisation du cadre de viabilité de la dette a été reprogrammée pour le second semestre en raison de l'indisponibilité de l'Expert.
55. ***Supervision bancaire.*** Les deux missions qui étaient prévues ont été reportées au second semestre à la demande du département des marchés monétaires et capitaux du FMI.
56. ***Analyse et prévision macroéconomiques.*** La mission qui était programmée a été reportée au second semestre en raison des contraintes de calendrier pour les autorités.

H. Niger

57. **Administration douanière.** Pas d'activité programmée dans ce domaine pour cette année fiscale.

58. **Administration fiscale.** La mise en œuvre des recommandations de l'AT portant sur le renforcement de la Direction des moyennes entreprises a permis d'augmenter son champ de couverture de 836 à 1022 entreprises; de dépasser l'objectif de collecte des restes à recouvrer; de renforcer la surveillance des obligations fiscales en matière de Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA). Ces actions ont permis d'augmenter le taux de déclaration spontanée de 51% en février 2015 à 72 % en juin 2015. De plus, un arrêté ministériel portant sur la réorganisation des services de la Direction Générale des Impôts, rédigé avec le concours de l'AT du Centre a été adopté. Au cours de la seconde moitié de l'année fiscale, il est prévu de réaliser la mission portant sur la formation des cadres en contrôle ponctuel qui n'a pas eu lieu à fin septembre comme initialement programmé.

59. **Gestion des dépenses publiques.** Deux missions ont eu lieu, dont l'une était avancée à la demande des autorités. Grâce à l'AT fournie dans le cadre de ces missions, les principaux acteurs concernés se sont approprié la démarche des AE/CP, particulièrement les préalables à cette démarche ; et les projets d'investissement public pour six ministères sont désormais déclinés en AE/CP. De plus, un plan d'actions pour la mise en œuvre des recommandations relatives au rapatriement dans le Compte Unique du Trésor (CUT) des fonds publics logés dans les banques privées a été discuté.

60. **Statistiques de finances publiques.** La mission qui était prévue a été reportée au second semestre à la demande des autorités.

61. **Statistiques du secteur réel.** Le programme de travail prévoyait deux missions au S1 pour l'élaboration des CNA 2011 et 2012. La première mission n'a pas pu être réalisée à cause de l'indisponibilité de l'expert qui était identifié, et la seconde a été reportée à la prochaine année fiscale en raison des contraintes de calendrier.

62. **Gestion de la dette.** Pas d'activité prévue au premier semestre.

63. **Analyse et prévision macroéconomiques.** La mission qui était programmée a été reportée au second semestre pour des raisons de coordination de l'AT avec la coopération technique allemande (GIZ).

I. Sénégal

64. **Administration douanière.** Le Conseiller résident du Centre a effectué une mission de suivi de la mise en œuvre des recommandations faites lors des deux missions précédentes. La mission a permis d'actualiser les recommandations ainsi que le chronogramme de mise en œuvre.

65. **Administration fiscale.** La mission effectuée a permis de constater que la mise en œuvre des recommandations fournies par le Centre au terme du programme pluriannuel pour

le renforcement du Centre des Moyennes Entreprises de Dakar a permis de consolider le fichier des entreprises moyennes établies. Celui-ci compte actuellement 1275 entreprises de taille moyenne. De plus, il y a eu une maîtrise des obligations fiscales de cette catégorie d'entreprises qui représente plus de 92 % d'entreprises de dépôt spontané à la TVA, et les mesures permettant d'accroître la réactivité des services pour les contrôles ponctuels ont été mises en place.

66. **Gestion des dépenses publiques.** Les travaux relatifs à l'opérationnalisation de l'outil de pilotage de la masse salariale ont été assurés à distance par un expert, et sont bien avancés. Il convient de noter que l'activité initialement prévue au cours de la seconde moitié de l'année sur le Plan Comptable de l'Etat n°1 a été reprogrammée pour l'année prochaine; et une mission relative à la déconcentration de l'ordonnance qui était en réserve, sera exécutée au second semestre.

67. **Statistiques de finances publiques.** Pas d'activité prévue au cours de la période sous revue.

68. **Statistiques du secteur réel.** Les travaux exécutés au cours du premier semestre ont porté sur la désaisonnalisation des CNT.

69. **Gestion de la dette.** Le Centre a fourni une assistance au terme de laquelle environ une vingtaine de cadres ont été formés sur les techniques de couverture du risque de change dans le portefeuille de la dette publique, singulièrement sur les enjeux liés à l'utilisation des swaps de devises en gestion de la dette publique.

70. **Analyse et prévision macroéconomiques.** Pas d'activité programmée au premier semestre.

J. Togo

71. **Administration douanière.** Le Centre a effectué la mission qui était programmée. Les recommandations faites au terme de la mission ont permis le renforcement des régimes d'exonérations ainsi que la mise en œuvre d'un programme de vérification à posteriori.

72. **Administration fiscale.** L'assistance technique fournie par le Centre a permis d'élaborer un nouveau programme de renforcement du contrôle fiscal qui sera mis en œuvre en 2016 et 2017. En plus de l'audit organisationnel du contrôle fiscal, des séances de formation sur le contrôle fiscal ont été réalisées durant cette mission, à l'endroit des cadres intermédiaires, comprenant 12 chefs de division et 10 chefs de section.

73. **Gestion des dépenses publiques.** La principale activité a porté sur la préparation du budget. Elle a permis d'appuyer la mise en place de la documentation budgétaire telle que prévue dans la nouvelle loi organique ainsi la restructuration de la circulaire sur la préparation du budget de l'Etat. A la demande des autorités, la mission portant sur le Plan de trésorerie de l'Etat n°2 a été reportée à l'année prochaine, en remplacement à la participation du Centre à une mission de FAD portant sur l'adaptation du Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (SIGFIP) à la Nomenclature Budgétaire de l'Etat (NBE) et au Plan Comptable de l'Etat (PCE).

74. **Statistiques de finances publiques.** Une mission sur le renforcement des capacités sur le cadre d'analyse minimum et le *MSFP 2001* a été effectuée par le Centre conformément au programme de travail. Elle a permis la production du TOFE UEMOA 2009 à partir de la comptabilité auxiliaire et de la situation de la dette sur une base expérimentale ; l'évaluation de la BGCT pour la production de Statistiques de Finances Publiques pour l'administration centrale et celle des données du sous-secteur de la sécurité sociale. La mission a également permis : (i) la formation des cadres sur les statistiques de la dette du secteur public et la mise à jour du fichier fiscal de suivi du Département Afrique sur la base du *MSFP 2001* et ; (ii) la mise à jour du calendrier de production du cadre d'analyse minimum et de l'élargissement du champ d'application du TOFE.

75. **Statistiques du secteur réel.** Les activités d'AT ont été effectuées au cours de deux missions. Elles ont permis au pays de préparer les CNA 2011.

76. **Gestion de la dette.** Une mission portant sur l'identification des sources de vulnérabilité du portefeuille de la dette publique a eu lieu, et a permis la formation d'environ 20 agents.

77. **Analyse et prévision macroéconomiques.** Les deux missions programmées pour cette année fiscale ont eu lieu. La première a recensé les besoins en AT. La seconde qui devait porter sur une formation sur les indicateurs macroéconomiques et le test d'un modèle macroéconomique pour l'analyse de la viabilité de la dette a été reformulée à la demande des autorités. Elle a porté plutôt sur une formation sur l'utilisation des comptes nationaux et sur le modèle PRECOMAT 3.0. La mission a débouché sur des recommandations qui permettront aux services concernés d'améliorer les instruments et méthodologies actuellement disponibles, et de mieux s'approprier l'opérationnalisation du modèle.

III. ACTIVITES REGIONALES ET COMMUNAUTAIRES

A. Assistance technique à l'endroit des institutions régionales

78. Les principales activités d'AT programmées au niveau des institutions régionales portaient sur la préparation des textes réglementaires pour l'Agence UMOA-Titres (AUT); le projet de transposition des dispositions Bâle II/III à la BCEAO ; la migration du plan comptable bancaire ; et l'élaboration des modèles quasi-comptables ainsi que d'un programme pluriannuel d'assistance technique pour l'UEMOA. Il convient de noter que les ateliers de formation qui étaient programmés ont été repoussés au second semestre, et que l'élaboration des modèles quasi-comptable pour la Commission de l'UEMOA a été repoussée à l'année prochaine. Par contre, le Centre a poursuivi son appui à la Commission de l'UEMOA avec la production des notes techniques devant contribuer au renforcement de capacités pour la mise en œuvre des nouvelles directives et la participation aux rencontres des professionnels des finances publiques.

Agence UMOA-Titres

79. Le programme pluriannuel mis en place au profit de l'AUT s'est poursuivi avec la réalisation de deux missions. La première était relative à la définition des moyens d'élaboration de la courbe de taux dans l'UMOA, et la seconde portait sur l'appui à la mise à jour des textes réglementaires du marché des titres publics. La première mission a permis de proposer un plan d'actions pour faciliter à terme la construction d'une courbe de taux d'intérêt dans la sous-région. La deuxième mission a permis d'identifier les dispositions des textes actuels qui constituent un frein au développement du marché des titres publics dans l'UEMOA. Une autre mission est prévue au second semestre pour finaliser les travaux entamés et faire des propositions en vue de la dynamisation du marché et la construction d'une courbe des taux.

BCEAO

80. L'activité consacrée au projet de transposition des accords Bâle II et de Bâle III a été plus importante que prévue puisque 16 semaines de mission² ont été réalisées par rapport aux 13 programmées, reflétant la décision de la BCEAO d'avancer la fin de la phase de transposition des accords de Bâle II et de Bâle III à décembre 2015 au lieu de juin 2016. Le programme de travail du Centre a été adapté en conséquence pour réaliser davantage de missions au cours de la période. Elles ont permis d'appuyer la BCEAO dans la finalisation des études d'impact de la réforme, et dans la définition des modalités d'application de ces accords dans l'UMOA. Ces missions ont également permis de revoir les projets de textes réglementaires rédigés par les équipes de la BCEAO et de faire des recommandations sur les aménagements à y apporter. De fait, ce projet a connu une forte augmentation de son degré d'avancement, qui a permis de résorber le retard qui avait été pris et même de prendre de l'avance sur le calendrier initial. Par contre, les activités suivantes ont été remises au second semestre : la migration du plan comptable bancaire, l'appui à l'élaboration des modèles quasi-comptables de l'UEMOA, et l'élaboration d'un programme pluriannuel d'AT sur la modélisation macroéconomique.

² Deux ont été effectuées par le conseiller résident à distance depuis l'AFRITAC pour revoir des notes d'orientation, rédiger et réviser des projets de textes réglementaires.



Commission de l'UEMOA

81. Le Centre a poursuivi son appui à la Commission de l'UEMOA pour le renforcement des capacités de mise en œuvre des nouvelles directives dans les Etats membres à travers la production des notes techniques et la participation aux réunions du réseau des praticiens et de l'observatoire des finances publiques de l'UEMOA.

B. Séminaires Régionaux et Actions de Formation

Séminaires régionaux

Contrôle fiscal des opérations internationales des banques et compagnies d'assurance.

82. Ce séminaire a eu lieu à Nouakchott en juin 2015. Il a regroupé 36 représentants des pays membres du Centre. Il visait le renforcement de capacités des inspecteurs des impôts sur les instruments normatifs de lutte contre le transfert illicite des bénéfices entre les sociétés multinationales. L'approche régionale a été mise en exergue pour souligner la nécessité de créer un groupe d'experts régionaux, spécialement dans la zone communautaire de l'UEMOA. Par ailleurs, le Conseiller résident a contribué à la mise à jour de la base de données d'analyse, de performance et de comparaison des administrations fiscales et douanières mise en place par le département des finances publiques du FMI (Revenue Administration Fiscal Information Tools RA-FIT).



L'allocation de bienvenue du Ministre des finances de la Mauritanie lors du séminaire régional sur le contrôle fiscal des opérations internationales des banques et compagnies d'assurance à Nouakchott en juin 2015

Démarche d'élaboration de la courbe de taux d'intérêt

83. Ce séminaire a regroupé une quarantaine de participants représentant les dix États membres du Centre, de l'Agence UMOA-TITRES, et de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) à Cotonou en septembre 2015. Il a permis la formation des participants, et un échange d'expérience fructueux sur la problématique de l'élaboration de la courbe des taux d'intérêt, ainsi que le rôle des Etats, à travers leurs activités d'émission de titres publics, dans l'émergence d'une courbe des taux dans la sous-région.



Séminaire régionale sur la démarche d'élaboration de la courbe de taux d'intérêt en septembre 2015 à Cotonou

Surveillance macro prudentielle, risques systémiques et stabilité financière

84. Ce séminaire s'est tenu en juin 2015 à Dakar avec le soutien du centre de formation³ de la BCEAO, sur le thème de la « **surveillance macro-prudentielle, risques systémiques, stabilité financière** ». Il a réuni une trentaine de participants représentant les dix pays membres du Centre, et provenant des ministères de l'Economie et des Finances, de banques centrales, dont une forte délégation de la BCEAO (directions nationales et siège), et du Secrétariat général de la Commission bancaire de l'UMOA. Le séminaire a sensibilisé et formé les participants aux enjeux des politiques macro-prudentielles et au renforcement de la stabilité financière.

Analyse et prévision macroéconomiques dans la région

85. Ce séminaire a marqué le lancement des activités de l'AFRITAC de l'Ouest dans le nouveau domaine d'intervention, introduit en 2015, « Analyse et Prévision Macroéconomiques ». Il a permis un échange fructueux avec les participants sur les besoins de renforcement de capacité dans ce domaine, les initiatives en cours dans leurs pays respectifs, et les axes d'intervention possibles du Centre.

³ COFEB : Centre Ouest Africain de Formation et d'Etudes Bancaires.

Programme d'Apprentissage par les Pairs

86. Trois cadres des pays membres du Centre ont pu bénéficier du programme d'Apprentissage par les pairs introduit au cours de cette année fiscale grâce à un financement additionnel et dédié de la coopération technique allemande (GIZ). Les rapports élaborés à la fin des stages soulignent les enseignements précis tirés par les participants pour une mise en œuvre dans leurs pays respectifs.

- ❖ Un cadre du Sénégal a effectué un stage à la Trésorerie Générale du Maroc sur les étapes préalables au passage à la comptabilité en droits constatés et patrimoniale dans le cadre de la mise en œuvre des réformes de la comptabilité, requises par le nouveau cadre harmonisé des finances publiques dans l'UEMOA. Il s'est imprégné de l'approche adoptée par le Maroc pour la préparation du bilan d'ouverture.
- ❖ Un cadre du Sénégal et un cadre du Bénin ont conjointement travaillé avec la Direction des réformes du Ministère des Finances du Cameroun sur la problématique de la déconcentration de l'ordonnancement et de la gestion de la solde et du personnel de l'Etat.

Collaboration avec d'autres institutions

87. Les experts du Centre ont participé aux séminaires et ateliers organisés par d'autres institutions, comme indiqué ci-bas :

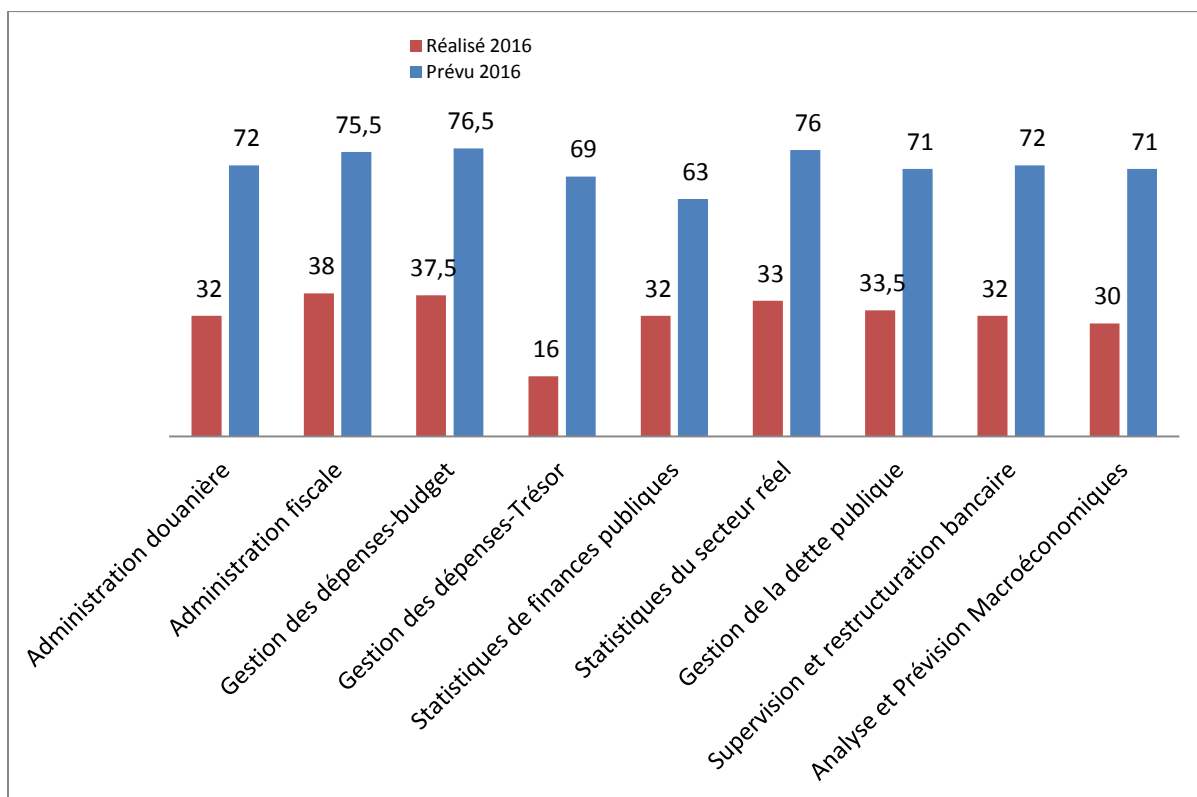
- ❖ *Harmonisation des statistiques de finances publiques dans l'espace CEDEAO* : les travaux ont abouti à la validation du projet de Plan d'Actions et de la note méthodologique de compilation du TOFE des États de la Région CEDEAO. Il y a eu une présentation de la stratégie de renforcement des capacités des États membres pour la mise en œuvre du *MSFP 2001 /2014* de l'AFRITAC Ouest.
- ❖ *Cadre d'analyse minimum et MSFP 2001/2014* : le Centre a participé à cet atelier organisé par l'UEMOA qui portait sur la présentation des principaux changements méthodologiques du *MSFP 2001/2014* par rapport au *MSFP1986* ; et sur la présentation du cadre d'analyse minimum. Les travaux ont porté sur la présentation des concepts, définitions, principes comptables, classification et enregistrement des statistiques sur les recettes, charges et la dette du secteur public selon le *MSFP 2001/2014*.
- ❖ *Séminaire de l'UEMOA sur les statistiques* : Le Centre a participé à ce séminaire organisé à Abidjan pour environ 50 participants des 10 pays membres. Le séminaire a permis d'examiner les méthodes d'élaboration des statistiques de finances publiques et leur intégration dans les comptes nationaux, notamment dans la perspective de l'application du *manuel des statistiques de finances publiques de 2001* et de la directive N°10 de l'UEMOA portant tableau des opérations financières de l'Etat.

- ❖ *Conseil Scientifique de l'AFRISTAT* : Le Centre a participé aux travaux du Conseil scientifique de l'AFRISTAT.

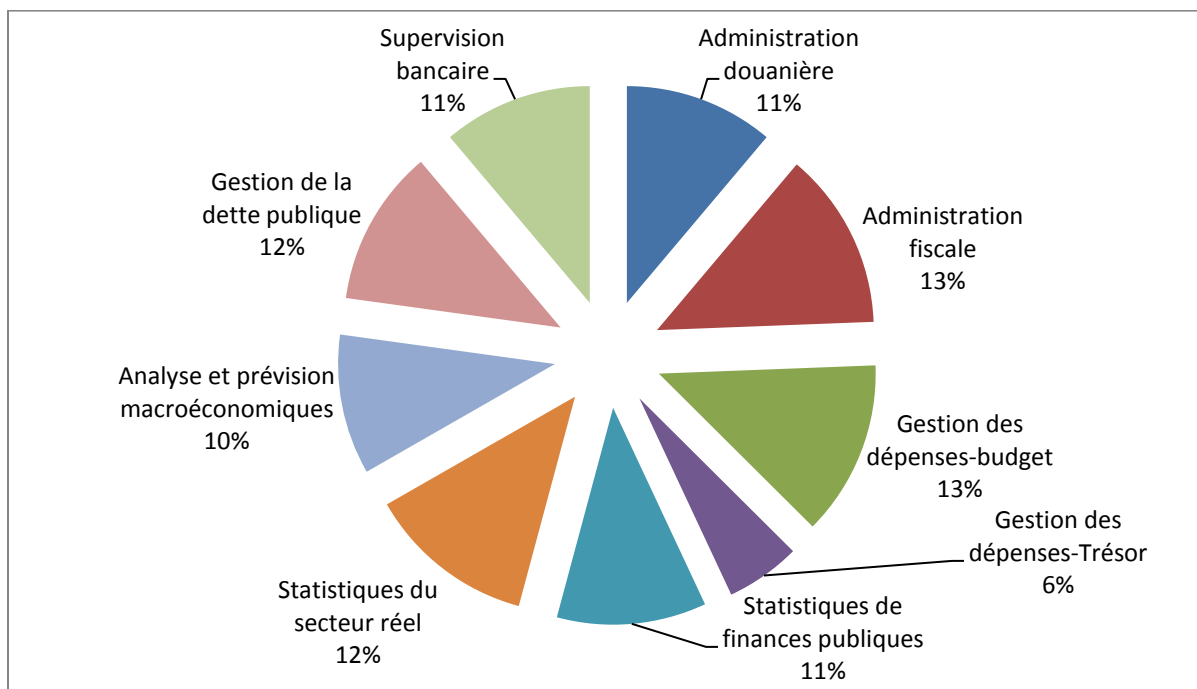
IV. EXECUTION DU PROGRAMME D'ACTIVITES PAR DOMAINE

88. Au cours du premier semestre de l'année fiscale 2016, les activités du Centre ont été menées conformément à son cadre logique pour 2014-17. Les taux d'exécution ont été variables selon les domaines. Comme indiqué plus haut dans ce rapport, ces variations ont été dues à des circonstances particulières dans certains pays, à la demande des autorités ou parfois à l'indisponibilité des experts identifiés (Graphique 2). En termes de distribution du volume d'assistance technique fourni par le Centre par domaine au premier semestre, les finances publiques (administration douanière et fiscale) sont les premiers domaines d'intervention du Centre suivi par les statistiques macroéconomiques (statistiques de finances publiques et du secteur réel) et la gestion des dépenses publiques (Graphique 3)

Graphique 2. Volume de l'assistance technique prévue et fournie par domaine
(En semaines-personnes)



Graphique 3. Répartition de l'assistance dispensée par domaine



A. Administration Douanière

89. Conformément au cadre logique du Centre pour 2014-17, les missions du Centre dans le domaine de l'Administration douanière s'articulent autour des objectifs suivants : (i) l'amélioration de la gestion des risques; (ii) le renforcement des capacités en matière de lutte contre la fraude; (iii) l'amélioration et la facilitation des échanges; (iii) le renforcement du contrôle et ; (iv) le partage des bonnes pratiques régionales et renforcements des capacités techniques des agents des douanes des pays membres. En volume horaire, le programme de travail dans ce domaine a totalisé 32 semaines-personnes, soit un taux de réalisation de 44 % sur toute l'année fiscale. Dans le domaine de la gestion efficace des risques, le centre a poursuivi ses projets pluriannuels de mise en place de gestion automatisée du risque et de sélectivité des contrôles au Bénin et a fait un suivi au Sénégal. Dans le domaine du renforcement des capacités en matière de lutte contre la fraude, les activités se sont focalisées sur la poursuite de la mise en place d'une application informatique pour informatiser le contentieux douanier au Bénin et au Mali, l'amorce de la mise en place d'une procédure sur le contrôle et le suivi des marchandises importées sous le régime d'exonération au Togo et en Côte d'Ivoire et le suivi de la mise en place d'un Bureau national de la valeur en Mauritanie. Dans le domaine de l'amélioration et de la facilitation des échanges, le Centre a poursuivi le projet de dématérialisation du transit et de la rationalisation du circuit scanneur au Sénégal.

B. Administration Fiscale

90. Le programme de travail de l'activité du Centre sur le volet Administration Fiscale s'articule autour de deux axes d'intervention qui sont : le renforcement du programme pluriannuel de modernisation des moyennes entreprises et celui des capacités régionales des administrations fiscales sur les prix de transfert et sur le corps des métiers (formation en contrôle fiscal). Les activités réalisées dans le domaine de l'administration fiscale entre le 1^{er} mai et le 31 octobre 2015 comprennent notamment : le lancement des programmes pluriannuels pour le renforcement des moyennes entreprises au Niger et en Guinée ; la mise en œuvre des programmes de renforcement des moyennes entreprises lancés depuis 2014 au Mali, au Sénégal, au Bénin, et en Mauritanie ; l'élaboration de manuel des procédures au Bénin, le renforcement du contrôle fiscal au Togo, et la réalisation du séminaire régional sur le contrôle fiscal des banques et assurances. En volume horaire, le programme de travail dans ce domaine a totalisé 38 semaines-personnes, soit un taux de réalisation de 50 % sur toute l'année fiscale.

C. Gestion des Dépenses Publiques

91. Au niveau des pays, l'assistance technique a principalement porté sur l'élaboration des macro-processus en vue de la rénovation du système d'information (Côte d'Ivoire), la mise en œuvre des AE/CP (Niger), la préparation du budget (Togo), l'exécution de la dépense (Bénin), le pilotage de la masse salariale (Sénégal, Mali et Guinée), le CUT (Niger), la balance générale des comptes de l'États (Côte d'Ivoire) et les normes comptables (Sénégal).

92. En volume horaire, le programme de travail dans ce domaine (dans les aspects budget ainsi que Comptabilité et Trésor) a totalisé 53,5 semaines-personnes, soit un taux d'exécution de 37 % sur l'année budgétaire. Ce taux s'explique par le report de certaines missions dues à la situation politique et sécuritaire dans certains pays, le report du séminaire conjoint avec AFC et la vacance de poste dans le domaine de la Comptabilité et Trésor. Ainsi pour ce dernier aspect, le programme de travail a totalisé 16 semaines-personnes, soit un taux d'exécution de 23 % sur l'année budgétaire.

D. Statistiques de Finances Publiques

93. Le programme d'activité dans ce domaine s'inscrit dans la continuité des précédents, sur la base des progrès réels de certains pays durant l'Année Fiscale 2015, notamment dans la mise en œuvre du Manuel de statistiques de finances publiques du FMI (*MSFP2001/ MSFP 2014*). Sur l'ensemble, 32 semaines-personnes sur les 35 semaines prévues pour le premier semestre ont été réalisées, soit un taux d'exécution de 51% sur toute l'année fiscale. De plus, le conseiller résident a participé à un séminaire de la CEDEAO à Niamey qui n'était pas initialement prévu au programme.

94. Au cours du premier semestre, les principales activités en SFP se sont articulées autour de la mise en œuvre du nouveau cadre harmonisé des finances publiques de l'UEMOA, et ont consisté principalement en : (i) la production du cadre d'analyse minimum

(cadre analytique du MSFP 2001), en particulier le TOFE UEMOA 2009 ; (ii) l'évaluation de la disponibilité et de la qualité des données ; (iii) l'évaluation des capacités d'élargissement de la couverture de SFP, en priorité pour les démembrements de l'État et les caisses de sécurité sociale ; (iv) la mise à jour du calendrier de production par étape pour la production du cadre d'analyse minimum et de l'élargissement du champ de couverture ; (v) l'évaluation de la BGCT comme source principale de données pour la production des SFP pour l'administration publique centrale ; (vi) la formation sur le MSFP 2001 / 2014 ; (v) l'amélioration de la collaboration et transmission des données entre les producteurs et utilisateurs de données de finances publiques et ; (vi) l'amélioration des pratiques en matière de diffusion des SFP.

E. Statistiques du Secteur Réel

95. Au cours du premier semestre de l'année fiscale 2016, les activités menées dans ce domaine sont restées centrées sur la comptabilité nationale. L'objectif principal est d'amener tous les États membres à produire les comptes nationaux selon le *Système de Comptabilité Nationale de 1993 (SCN 1993)*, dans des délais raisonnables, selon des techniques statistiques solides, et sur un champ répondant aux besoins des utilisateurs, y compris le développement des comptes nationaux trimestriels. Par conséquent, les appuis ont essentiellement été apportés aux pays qui poursuivent la mise en œuvre du *SCN 1993*, ou qui souhaitent développer les CNT. Les interventions ont couvert six des dix États membres.

F. Gestion de la Dette Publique et Développement des Marchés Financiers

96. Le programme d'assistance technique de l'exercice financier 2016 est fondé sur les objectifs stratégiques suivants : (i) la modernisation du cadre institutionnel et organisationnel pour la gestion de la dette publique ; (ii) l'appropriation des principaux cadres d'analyse utilisés en gestion de la dette publique et ; (iii) le développement des capacités d'intervention des services des Trésors Nationaux sur le marché des titres publics ; l'appui à l'Agence UMOA-Titres dans ses efforts de développement du marché régional des titres d'État. En volume horaire, le programme de travail en gestion de la dette publique a totalisé 33,5 semaines-personnes. Ainsi, le taux d'exécution ressort à 47% sur toute l'année, 3% de moins que prévu en début d'exercice. L'écart s'explique par le fait qu'une mission a été réalisée avec moins de ressources que prévu.



Les experts du FMI lors du séminaire en gestion de la dette et développement du marché financier en septembre 2015 à Cotonou

G. Supervision et Restructuration Bancaires

97. Conformément au cadre logique de l'AFRITAC de l'Ouest 2014-17, les missions du centre s'articulent autour de deux objectifs majeurs : (i) Le renforcement de l'efficacité de la supervision bancaire, couvrant notamment la mise en conformité avec les principes fondamentaux du Comité de Bâle pour un contrôle bancaire efficace, l'adaptation et la mise à niveau des textes réglementaires, l'organisation des contrôles sur pièces et sur place, l'élaboration des outils nécessaires aux surveillances micro-prudentielle et macro-prudentielle, et les actions de formation et ; (ii) l'optimisation des interventions des Etats dans la restructuration des banques en difficulté à travers l'analyse de la situation d'établissements bancaires et financiers en difficulté, l'élaboration et l'appui à la mise en œuvre de cadres de prévention et de résolution des crises bancaires, et les actions de formation. Globalement, l'activité a été plus faible que celle qui était programmée pour le premier semestre de l'année fiscale, puisque 32 semaines ont été effectuées au lieu des 36 prévues, soit un taux de réalisation de 89%. Toutefois, l'activité en termes de mission est un peu plus élevée que celle qui avait été réalisée au cours de la même période de l'année fiscale précédente. Au regard de l'ensemble du programme de l'année fiscale 2016, le taux ressort à 44%, alors qu'il aurait dû atteindre, sinon approcher 50%. Ce retard est plus marqué pour les missions sur site du Conseiller résident et des experts (42%). Il s'explique par le décalage de plusieurs missions en Guinée et Mauritanie qui étaient prévues au premier semestre et qui sont désormais prévues pour la seconde moitié de l'année fiscale.

H. Analyse et Prévision Macroéconomiques

98. Le programme d'activités de l'AF 2016 dans le domaine de l'analyse et de la prévision macroéconomiques s'articule autour des principaux axes suivants : (i) mise à niveau des dispositifs institutionnels d'analyse macroéconomique ; (ii) amélioration des dispositifs de suivi de la conjoncture et de prévision de court terme, y compris sur les recettes fiscales ; (iii) amélioration des modèles de cadrage macroéconomique, de simulation de chocs exogènes ou d'impacts de politique économique et ; (iv) renforcement des capacités, identification et partage des bonnes pratiques régionales et internationales en matière d'analyse et de prévision macroéconomiques. En volume horaire, le programme de travail dans ce domaine a totalisé 30 semaines-personnes, sous forme de 7 missions d'assistance technique et l'organisation d'un séminaire régional. Le taux d'exécution du Centre dans le domaine des APM ressort ainsi à 42 % sur l'année fiscale (71 semaines-personnes prévues).